

FR

## « Derniers mots » d'Oleg Orlov

### Moscou, Tribunal du district Golovinsky, 26 Février 2024

Le jour où ce procès s'est ouvert, la Russie et le monde ont été ébranlés par la terrible nouvelle de la mort d'Alexeï Navalny. Moi aussi, j'ai été ébranlé. J'ai même envisagé de renoncer à prononcer mon dernier mot : comment pourrais-je dire quoi que ce soit aujourd'hui, alors que nous sommes encore sous le choc de la nouvelle ? Puis je me suis dit que tout cela n'était que les maillons d'une même chaîne : la mort, ou plutôt l'assassinat d'Alexeï, les représailles judiciaires contre d'autres critiques du régime, y compris moi-même, l'étranglement de la liberté dans le pays, et l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. Et j'ai décidé de m'exprimer quand même.

Je n'ai commis aucun crime. Je suis jugé pour un article de presse dans lequel j'ai qualifié le régime politique établi en Russie de totalitaire et de fasciste. Cet article a été écrit il y a plus d'un an. À l'époque, certaines de mes connaissances pensaient que j'exagérais.

Mais aujourd'hui, il est évident que je n'exagérais pas. Dans notre pays, l'État contrôle à nouveau non seulement la vie sociale, politique et économique, mais il revendique également un contrôle total sur la culture, la pensée scientifique et envahit la vie privée. Il devient omniprésent.

Je vais énumérer un certain nombre d'événements disparates, différents à la fois par leur ampleur et leur caractère tragique :

- les livres d'un certain nombre d'écrivains russes contemporains sont interdits en Russie ;
- le mouvement LGBTI+, qui n'existe pas, a été interdit, ce qui signifie en pratique une ingérence flagrante de l'État dans la vie privée des citoyens ;
- à l'École des hautes études en sciences économiques, il est interdit aux candidats de citer des « agents de l'étranger ». Désormais, les candidats et les étudiants doivent étudier et mémoriser la liste des agents de l'étranger avant d'étudier leur matière ;
- Boris Kagarlitsky, chercheur en sciences sociales et publiciste de gauche bien connu, a été condamné à cinq ans de prison pour quelques mots sur la guerre en Ukraine qui s'écartent de la position officielle ;
- un homme que les propagandistes appellent « leader national », parlant du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, a déclaré publiquement ce qui suit : « *Après tout, les Polonais ONT FORCÉ A LES ATTAQUER, ils ont joué et ONT FORCÉ Hitler à déclencher la Seconde Guerre mondiale précisément contre eux. Pourquoi la guerre a-t-elle commencé en Pologne ? Il s'est avéré INTRANSIGEANTE. Hitler N'AVAIT PAS D'AUTRE CHOIX pour réaliser ses plans que de commencer par attaquer la Pologne* ».

Comment devrions-nous appeler le système politique sous lequel toutes les choses que j'ai énumérées se produisent ? À mon avis, la réponse ne fait aucun doute. Et malheureusement, j'avais raison dans mon article.

Non seulement la critique publique est interdite, mais aussi tout jugement indépendant. Des sanctions peuvent être prises pour des actions apparemment sans rapport avec la politique ou la critique de l'autorité. Il n'y a plus de domaine artistique où la libre expression soit possible, plus de sciences humaines académiques libres, plus de vie privée.

Permettez-moi maintenant de dire quelques mots sur la nature des accusations portées contre moi et sur celles qui ont été formulées dans de nombreux procès similaires contre ceux qui, comme moi, s'opposent à la guerre.

A l'ouverture de mon procès, j'ai refusé toute participation, ce qui m'a permis de lire le roman de Franz Kafka *Le Procès* pendant les débats. De fait, notre situation et celle dans laquelle se trouve le personnage de Kafka ont des points communs : l'absurdité et l'arbitraire déguisés en respect formel de certaines procédures pseudo-juridiques.

On nous accuse de discréditer sans expliquer ce que cela signifie et en quoi cela diffère d'une critique légitime. On nous accuse de diffuser des informations délibérément fausses sans prendre la peine de prouver leur fausseté. Et nos tentatives de prouver la véracité de ces informations deviennent des délits. Nous sommes accusés de ne pas soutenir le système d'opinions et de visions du monde proclamé par les dirigeants du pays, malgré le fait qu'il ne devrait pas y avoir d'idéologie d'État en Russie. Nous sommes condamnés pour avoir douté qu'une attaque contre un État voisin vise à maintenir la paix et la sécurité internationales.

Le héros de Kafka ne sait même pas, jusqu'à la fin du roman, de quoi il est accusé, mais il est malgré tout condamné et exécuté. En Russie, l'accusation nous est formellement notifiée, mais il est impossible de la comprendre tout en restant dans les normes du droit.

Contrairement au héros de Kafka, nous comprenons pourquoi nous sommes détenus, jugés, arrêtés, condamnés et tués. En fait, nous sommes punis pour nous être permis de critiquer les autorités. Et dans la Russie d'aujourd'hui, c'est absolument interdit.

Les députés, les enquêteurs, les procureurs et les juges ne le disent pas ouvertement. Ils le cachent sous les formulations absurdes et illogiques de leurs soi-disant nouvelles lois, leurs nouveaux actes d'accusation et leurs nouvelles peines. Mais c'est ainsi.

Aujourd'hui, Alexeï Gorinov, Alexandra Skochilenko, Igor Baryshnikov, Vladimir Kara-Murza et bien d'autres sont lentement tués dans les colonies et les prisons. Ils sont tués pour avoir protesté contre l'effusion de sang en Ukraine, pour avoir voulu que la Russie devienne un État démocratique et prospère qui ne constitue pas une menace pour le monde extérieur.

Ces derniers jours, des personnes ont été interpellées, punies et même emprisonnées simplement parce qu'elles s'étaient rendues devant les monuments dédiés aux victimes de la répression politique pour honorer la mémoire d'Alexeï Navalny, un homme remarquable, courageux, honnête, et qui, dans des conditions incroyablement difficiles et spécialement créées contre lui, n'a pas perdu son optimisme et sa foi en l'avenir de notre pays. Car bien sûr, il s'agit d'un meurtre, quelles que soient les circonstances spécifiques de son décès.

Les autorités sont en guerre contre Navalny, même mort, et détruisent les monuments créés spontanément à sa mémoire. Elles le craignent même mort et à juste titre.

Ceux qui agissent ainsi espèrent pouvoir démoraliser la partie de la société russe qui continue à se sentir responsable de son pays.

Qu'ils espèrent en vain.

Nous nous souvenons de ce que disait Alexeï : « N'abandonnez-pas ». J'ajouterais pour ma part : et ne perdez pas courage, ne perdez pas confiance ! Après tout, la vérité est de notre côté. Ceux qui ont conduit notre pays dans le gouffre où il se trouve aujourd'hui représentent ce qui est vieux, décrépît, dépassé. Ils n'ont aucune vision de l'avenir – seulement de fausses images du passé, des mirages de la « grandeur impériale ». Ils font reculer la Russie, la ramènent dans la dystopie décrite par Vladimir Sorokine dans *La journée d'un Opritchnik*. Mais nous vivons au XXI<sup>e</sup> siècle, le présent et l'avenir sont derrière nous et notre victoire est inévitable.

En conclusion de ma déclaration, je voudrais m'adresser – peut-être de manière inattendue pour beaucoup – à ceux qui, par leur travail, font avancer le rouleau compresseur de la répression. Aux fonctionnaires, aux agents de la force publique, aux juges, aux procureurs.

En fait, vous comprenez très bien tout ce qui se passe. Et vous n'êtes pas tous des partisans convaincus des répressions politiques. Parfois, vous regrettez ce que vous devez faire, mais vous vous dites : « Que puis-je faire ? Je ne fais que suivre les ordres de mes supérieurs. La loi est la loi ».

Je m'adresse à vous, Madame la juge, et à l'accusation. N'avez-vous pas peur ? N'avez-vous pas peur de voir ce que notre pays, que vous aimez probablement vous aussi, est en train de devenir ? N'avez-vous pas peur que non seulement vous et vos enfants, mais aussi, à Dieu ne plaise, vos petits-enfants, aient à vivre dans cette absurdité, cette anti-utopie ?

N'est-il pas évident que le rouleau compresseur de la répression finira tôt ou tard par s'abattre sur ceux qui l'ont déclenché et poussé ? Cela s'est produit à maintes reprises dans l'histoire.

Je répéterai donc ce que j'ai dit lors du précédent procès.

Oui, la loi est la loi. Mais je me souviens qu'en 1935, en Allemagne, ont été adoptées les lois de Nuremberg. Et puis, après la victoire en 1945, les auteurs de ces lois ont été jugés pour les avoir appliquées.

Je ne suis pas convaincu que les créateurs et les exécutants actuels des lois russes anti-juridiques et anticonstitutionnelles seront tenus pour responsables devant les tribunaux. Mais le châtement sera inévitable. Leurs enfants ainsi que leurs petits-enfants auront honte de parler de leur père, de leur mère, de leur grand-père ou de leur grand-mère et de ce qu'ils ont fait dans le cadre de leur fonction. Il en ira de même pour ceux qui commettent aujourd'hui des crimes en Ukraine en exécutant les ordres qui leur ont été donnés. À mon avis, il s'agit de la plus terrible des punitions. Et elle est inévitable.

En ce qui me concerne, le châtement est également inévitable, car dans les circonstances actuelles, l'acquiescement pour de telles accusations est impossible.

Nous verrons bien quel sera le verdict.

Mais je ne regrette rien et ne me repens de rien.

EN

### **Closing Statement by Oleg Orlov**

*Moscow, Golovinski district court, February 26, 2024*

The day this trial began, Russia and the world were shaken by the terrible news of Alexei Navalny's death. The news shook me too. I even thought about foregoing a closing statement altogether: what's the point of words today when we still haven't gotten over this shock? But then I thought: these are all links in the same chain – the death, or rather the killing of Alexei, the judicial reprisals against other critics of the regime, including myself, the suffocation of freedom in the country, Russian forces' invasion of Ukraine. So, I decided to speak up after all.

I have committed no crime. I am being tried for a media article I wrote in which I called the political regime that's been put in place in Russia totalitarian and fascist. I wrote it over a year ago. At the time, some of my friends thought I was blowing things out of proportion.

But now it's blatantly clear. I wasn't exaggerating at all. The state in our country controls not only public, political, and economic life. It also seeks total control over culture and the sciences and invades private life. The state has become all-pervasive.

It's been only a little over four months since my first trial ended, and in that time many things happened that illustrate how rapidly our country is sinking ever more deeply into darkness.

Here is a list of various recent developments of differing scale and tragedy:

- In Russia, books by a number of contemporary authors have been banned.
- A nonexistent "LGBT movement" has been banned, which, in reality, means brazen state interference in citizens' private life.
- Prospective students applying at the Higher School of Economics are banned from citing "foreign agents." Now, before applicants and students can study any given topic, they have to study and memorize lists of foreign agents.
- The well-known sociologist and leftist public intellectual Boris Kagarlitsky has been sentenced to five years in prison for a few words about events in the war in Ukraine that differ from the official narrative.
- When speaking publicly about the beginning of World War II, the person [president] whom propagandists are calling the "national leader" said the following: "After all, the Poles FORCED – they got carried away and FORCED – Hitler to make him start World War II with them. Why was it with Poland that the war started? Because

Poland turned out to be DISOBEDIENT. Hitler had NO OTHER CHOICE but to start with Poland when implementing his plans.”

How else can you describe a political system where this takes place? In my view, there can be no doubt about the answer. Unfortunately, the conclusion in my article was correct.

It's not just public criticism that's banned, but any independent thought. Even actions seemingly unrelated to politics or criticism of the authorities can be punished. There is no field of art where free artistic expression is possible, there is no academic freedom in the humanities, there is no more private life.

Let me say a few words about the nature of the accusations against me and, in similar judicial proceedings against many others who, like me, speak out against the war.

I refused to take active part in the current trial against me, which thankfully gave me a chance to reread Franz Kafka's "The Trial" during the hearings. Our state of affairs really does have a few things in common with the situation Kafka's protagonist ended up in – absurdity and tyranny dressed up as formal adherence to some pseudo-legal procedures.

We're accused of discreditation, but no one explains how this is any different from legitimate criticism. We're accused of spreading knowingly false information, but no one bothers to show what's false about it. When we try to prove why the information is in fact accurate, these efforts become grounds for criminal prosecution. We're accused of not supporting the system of beliefs and worldview that the authorities have deemed correct, yet Russia is not supposed to have a state ideology. We're convicted for doubting that the goal of attacking a neighboring state is to maintain international peace and security. Absurd.

Through the end of the novel, Kafka's protagonist has no idea what he is accused of, yet he is convicted and executed. In Russia, we are formally informed of the charges, but it's impossible to understand them within any framework of law.

However, unlike Kafka's protagonist, we do know the real reason why we're being detained, tried, arrested, sentenced, and killed. We are being punished for daring to criticize the authorities. In present-day Russia, this is absolutely prohibited.

Members of parliament, investigators, prosecutors, and judges do not openly acknowledge this. They hide it under absurd and illogical wording of new so-called laws, indictments, and verdicts. But that's the reality.

Right now, Alexey Gorinov, Alexandra Skochilenko, Igor Baryshnikov, Vladimir Kara-Murza, and many others are slowly being killed in penal colonies and prisons. They are being killed for protesting against the bloodshed in Ukraine, for wanting Russia to become a democratic, prosperous state that does not pose a threat to the world around it.

In recent days, people have been seized, sanctioned, even jailed simply for coming to memorials for victims of political repression to honor the memory of killed Alexey Navalny. He was an amazing person, brave and honest, who, in conditions that were made incredibly

harsh specifically for him, did not lose optimism and faith in the future of our country. Whatever the specific circumstances of his death might have been, this was a murder.

Even after his death, the authorities are at war against Navalny, destroying pop-up memorials to him. They fear him even in death - and with good reason.

Those who are doing this this hope that it will demoralize that part of Russian society that continues to feel responsible for their country.

Their hopes are misplaced.

Navalny urged us, "Don't give up." We remember that. What I can add is this: do not lose heart, do not lose optimism. Because truth is on our side. Those who have dragged our country into the abyss where it is now represent the old, decrepit, outdated order. They have no vision for the future – only false narratives of the past, delusions of "imperial greatness." They are pushing Russia backward, into the dystopia Vladimir Sorokin described in [his novel] "Day of the Oprichnik." But we live in the 21st century, the present and the future are with us, and our victory is inevitable.

In closing, and perhaps to the surprise of many, I have a few words to say to those who are working to push forward the machine of repression. To government officials, law enforcement officers, judges, prosecutors.

In fact, you know exactly what's going on. And far from all of you are convinced that political repression is necessary. Sometimes you regret what you're forced to do, but you tell yourself: "What else can I do? I'm just following orders. The law is the law."

A word to you, your Honor, and to the prosecution. Aren't you yourselves afraid? You probably also love our country, aren't you afraid to witness what it's turning into? Aren't you afraid that not only you and your children but, God forbid, your grandchildren also will have to live in this absurdity, in this dystopia?

Doesn't the obvious occur to you – that sooner or later, the machine of repression may roll over those who launched it and drove it forward? That's what happened many times throughout history.

I'll repeat what I said at the earlier trial. Sure, the law is the law. But as I recall, in 1935, the so-called Nuremberg Laws were adopted in Germany. And then, after the victory in 1945, those who enforced them were put on trial.

I am not entirely sure whether the creators and enforcers of Russia's anti-legal, anti-constitutional laws will themselves be held accountable. But they will inevitably be punished. Their children or grandchildren will be ashamed to talk about where their fathers, mothers, grandfathers, and grandmothers worked and what they did. Same will happen to those who, in carrying out orders are committing crimes in Ukraine. In my view, this is the worst punishment. And it is inevitable.

Punishment is clearly inevitable for me as well, because in today's circumstances, an acquittal on this charge is impossible.

Now we will see what the verdict is.

But I have nothing to regret or repent for.

RUS

## Последнее слово Олега Орлова

Москва, Головинский районный суд, 26 февраля 2024

В день, когда начался этот судебный процесс, Россию и мир потрясла страшная новость о гибели Алексея Навального. Потрясла она и меня. Я даже думал вовсе отказаться от последнего слова: до слов ли сегодня, когда мы все еще не отошли от шока, вызванного этим известием? Но потом подумал: ведь все это звенья одной цепи – смерть, а точнее, убийство Алексея, судебные расправы над другими критиками режима, в том числе и надо мной, удушение свободы в стране, вторжение российских войск в Украину. И я решил все-таки сказать.

Я не совершил преступления. Меня судят за газетную статью, в которой я назвал политический режим, установившийся в России, тоталитарным и фашистским. Статья была написана более года назад. И тогда некоторым моим знакомым казалось, что я слишком сгущаю краски.

Но сейчас совершенно очевидно – я несколько не преувеличивал. Государство в нашей стране снова контролирует не только общественную, политическую, экономическую жизнь, но и претендует на полный контроль над культурой, научной мыслью, вторгается в частную жизнь. Оно становится всеобъемлющим.

В течение только четырех с небольшим месяцев, которые прошли с окончания моего первого судебного процесса в этом же суде, произошло много событий, показывающих как быстро наша страна все глубже и глубже погружается в этот мрак.

Перечислю ряд разрозненных, различных и по масштабу, и по трагизму событий:

- в России запрещают книги ряда русских современных писателей;
- запрещено несуществующее движение ЛГБТ, что на практике означает наглое вмешательство государства в личную жизнь граждан;
- в Высшей школе экономики абитуриентам запрещено цитировать «иностранных агентов». Теперь абитуриенты и студенты прежде, чем изучить предмет, должны изучать и запоминать списки иноагентов;
- известного ученого-социолога, левого публициста Бориса Кагарлицкого осудили на пять лет лишения свободы за несколько слов о событиях войны в Украине, отличающихся от официально озвученной позиции;
- человек, которого пропагандисты называют «национальным лидером», говоря о начале Второй мировой войны, публично говорит следующее: *«Все-таки поляки ВЫНУДИЛИ, они заигрались и ВЫНУДИЛИ Гитлера начать Вторую мировую войну именно с них. Почему началась война именно с Польши? Она оказалась НЕСГОВОРЧИВОЙ. Гитлеру НИЧЕГО НЕ ОСТАВАЛОСЬ при реализации его планов, как начать именно с Польши».*



Как следует называть политический строй, при котором происходит все перечисленное мною? По-моему, ответ не вызывает сомнений. К сожалению, в своей статье я был прав.

Под запретом находятся не только публичная критика, но и любое независимое суждение. Наказание может последовать за поступки, казалось бы, совершенно не связанные с политикой или критикой власти. Нет области искусства, где возможны свободные художественные высказывания, нет свободной академической гуманитарной науки, нет больше и частной жизни.

Скажу теперь несколько слов о характере обвинений, выдвинутых против меня и выдвигавшихся на многих аналогичных судебных процессах против тех, кто, подобно мне, выступает против войны.

При открытии нынешнего суда надо мной я отказался в нем участвовать и благодаря этому имел возможность во время судебных заседаний перечитать роман Франца Кафки «Процесс». Действительно, у нашей ситуации и у ситуации, в которую попал герой Кафки, есть общие черты – это абсурд и произвол, маскирующийся под формальным соблюдением каких-то псевдоправовых процедур.

Нас обвиняют в дискредитации, не объясняя, что это такое и чем она отличается от легитимной критики. Нас обвиняют в распространении заведомо ложной информации, не удосуживаясь доказывать ее ложность. А наши попытки доказать достоверность этой информации становятся уголовно наказуемыми. Нас обвиняют в том, что мы не поддерживаем систему взглядов и мировоззрение, провозглашенные руководством страны правильными, и это при том, что государственной идеологии в России быть не должно. Нам выносят обвинительные приговоры за сомнения в том, что нападение на соседнее государство направлено на поддержание международного мира и безопасности. Абсурд.

Герой Кафки до конца романа даже не знает, в чем же его обвиняют, но, несмотря на это, ему выносят обвинительный приговор и казнят. Нам же в России формально оглашают обвинение, но понять его, оставаясь в нормах права, невозможно.

Впрочем, в отличие от героя Кафки мы понимаем за что на самом деле нас задерживают, судят, арестовывают, приговаривают, убивают. На самом деле нас наказывают за то, что мы позволяем себе критиковать власть. В нынешней России это абсолютно запрещено.

Депутаты, следователи, прокуроры и судьи не произносят это открыто. Они скрывают это под абсурдными и нелогичными формулировками новых так называемых законов, обвинительных заключений и приговоров. Но это так.

Сейчас в колониях и тюрьмах медленно убивают Алексея Горинова, Александру Скочиленко, Игоря Барышникова, Владимира Кара-Мурзу и многих других. Их убивают за то, что они протестовали против кровопролития в Украине, за то, что они

хотят, чтобы Россия стала демократическим, процветающим государством, не представляющим угрозу для окружающего мира.

В последние дни хватали, наказывали и даже лишали свободы людей только за то, что они пришли к памятникам жертвам политических репрессий почтить память убитого Алексея Навального, замечательного человека, смелого, честного, который в невероятно тяжелых, созданных специально для него условиях не терял оптимизма и веры в будущее нашей страны. Конечно же это было убийством, независимо от конкретных обстоятельств этой смерти.

Власть воюет даже с мертвым Навальным, уничтожает стихийно создаваемые мемориалы его памяти. Она боится его даже мертвого. И правильно боится.

Те, кто делает это, надеются, что таким образом удастся деморализовать ту часть российского общества, которая продолжает чувствовать ответственность за свою страну.

Пусть не надеются.

Мы помним призыв Алексея: «Не сдавайтесь». От себя добавлю: и не падайте духом, не теряйте оптимизма. Ведь правда на нашей стороне. Те, кто привел нашу страну в ту яму, в которой она сейчас находится, представляют старое, дряхлое, отжившее. У них нет образа будущего – только ложные образы прошлого, миражи «имперского величия». Они толкают Россию вспять, назад – в антиутопию, описанную Владимиром Сорокиным в «Дне опричника». А мы живем в XXI веке, за нами настоящее и будущее, и наша победа неизбежна.

Завершая свое выступление, я, наверное, неожиданно для многих, хочу обратиться к тем, кто сейчас своей работой подталкивает вперед каток репрессий. К правительственным чиновникам, сотрудникам правоохранительных органов, судьям, прокурорам.

На самом деле вы всё прекрасно понимаете. И далеко не все из вас – убежденные сторонники необходимости политических репрессий. Подчас вы сожалеете о том, что вам приходится делать, но говорите себе: «А что я могу поделать? Я всего лишь выполняю указания начальства. Закон есть закон».

Я обращаюсь к вам, ваша честь, и к представителю обвинения. Вам самим не страшно? Не страшно наблюдать, во что превращается наша страна, которую вы, наверное, тоже любите? Не страшно, что в этом абсурде, в этой антиутопии, может быть, придется жить не только вам и вашим детям, но и, не дай Бог, вашим внукам?

Неужели не приходит на ум очевидное – каток репрессий может раньше или позднее прокатиться и по тем, кто его запустил и подталкивал? В истории так происходило много раз.

Повторю сказанное мною на предыдущем суде.

Да, закон есть закон. Но, помнится, в 1935 году были в Германии приняты так называемые Нюрнбергские законы. И потом, после победного 1945-го года за их исполнение судили исполнителей.

У меня нет полной уверенности, что нынешние создатели и исполнители российских антиправовых, антиконституционных законов сами понесут судебную ответственность. Но наказание неизбежно будет. Их дети или внуки будут стыдиться рассказывать о том, где служили и что делали отцы, матери, дедушки и бабушки. То же будет и с теми, кто сейчас во исполнение приказов совершает преступления в Украине. По-моему, это самое страшное наказание. И оно неизбежно.

Ну, а наказание мне тоже неизбежно, потому что в нынешних условиях оправдание по такому обвинению невозможно.

Сейчас мы увидим, каким будет приговор.

Но я ни о чем не сожалею и не раскаиваюсь.